

# Africa Industrialization Day

## Journée de l'Industrialisation de l'Afrique

### يوم التصنيع في أفريقيا

20 November

## DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

### AFRICAN INDUSTRIAL DEVELOPMENT:

A PRE-CONDITION FOR AN EFFECTIVE AND SUSTAINABLE  
CONTINENTAL FREE TRADE AREA (CFTA)

### التنمية الصناعية الأفريقية:

شرط مسبق لإقامة منطقة تجارة  
حرة فعالة ومستدامة على  
النطاق القاري

### DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL AFRICAIN:

UNE CONDITION PRÉALABLE POUR UNE ZONE DE  
LIBRE-ECHANGE CONTINENTAL (ZLEC)  
EFFICACE ET DURABLE



UNITED NATIONS  
INDUSTRIAL DEVELOPMENT ORGANIZATION



AFRICAN UNION



UNITED NATIONS  
ECONOMIC COMMISSION FOR AFRICA

## Résumé

Les mesures d'intégration régionale ont peu progressé dans l'intensification du commerce intra-africain, les mesures étant portées sur l'élimination des barrières commerciales et moins sur le développement des capacités productives, en particulier dans le secteur manufacturier. L'intégration régionale permet de créer des opportunités pour le commerce intra-africain, cependant, elles ne peuvent être pleinement exploitées sans développer la base industrielle. La zone de libre-échange continentale (ZLEC), dès lors qu'elle entrera en vigueur, améliorera dans un intérêt commun, les relations commerciales entre les pays ; cependant, n'est pas assuré qu'elle soit en mesure de stimuler le développement des *capacités de production*, qui revêt une importance primordiale pour l'industrialisation et le commerce. Le présent document soutient qu'un développement industriel important est une condition préalable à la mise en œuvre réussie de la ZLEC.

<b>Tableau 6</b> Importateur / exportateur intra-africain de biens intermédiaires en proportion du PIB, 2013.....	<b>9</b>
<b>Table des matières</b>	

.....	<b>1</b>
<b>Résumé</b> .....	<b>2</b>
<b>Introduction</b> .....	<b>5</b>
<b>1 L'état de l'industrie en Afrique</b> .....	<b>6</b>
<b>2 Exportations intra-africaines</b> .....	<b>8</b>
<b>3 Investissements intra-africain</b> .....	<b>10</b>
<b>4 Le développement industriel fondement d'une</b> .....	<b>11</b>
<b>ZLEC efficace</b> .....	<b>11</b>
<b>5 Cruciales capacités de production</b> .....	<b>12</b>
<b>5.1 Ressources financières</b> .....	<b>12</b>
5.1.1 Recettes fiscales et administration fiscale .....	12
5.1.2 Mobiliser des ressources non bancaires .....	12
5.1.3 Marché des capitaux .....	12
<b>5.2 Ressources non financières</b> .....	<b>13</b>
5.2.1 Développent du secteur privé .....	13
5.2.2 Partenariat Publicque privé.....	13
5.2.3 Déficits d'infrastructure .....	14
5.2.4 Manque de compétitivité .....	14
5.2.5 Faibles systèmes logistiques et de facilitation des échanges.....	14
5.2.6 Lente intégration régionale en Afrique .....	14
<b>Conclusion</b> .....	<b>14</b>
<b>ACRONYMES</b> .....	<b>16</b>
<b>RÉFÉRENCES</b> .....	<b>17</b>

## Tableaux

<b>Tableau 1</b> Part en pourcentage de la VAM totale mondiale aux prix constants de 2010 .....	<b>6</b>
<b>Tableau 2</b> Part de la VAM dans le PIB, certaines années (%) aux prix constants de 2010.....	<b>6</b>
<b>Tableau 3</b> Part de la VAM dans le PIB, certaines années (en%) à prix constants de 2010 : disparités sous régionale .....	<b>7</b>
<b>Tableau 4</b> Croissance annuelle de la VAM et du VAM par habitant .....	Error! Bookmark not defined.
<b>Tableau 5</b> Part des exportations des communautés économiques régionales d'Afrique vers les régions partenaires, 2012 et 2015 (% du total des exportations) .....	Error! Bookmark not defined.
<b>Tableau 6</b> Importateur / exportateur intra-africain de biens intermédiaires en proportion du PIB, 2013.....	<b>9</b>



## Introduction

Au fil des années, les gouvernements africains se sont régulièrement engagés dans un processus d'industrialisation qui n'est parvenue pas à se matérialiser de manière significative. Cet échec est lié aux nombreux obstacles structurels et aux contraintes liées à l'offre qui empêchent les entreprises du continent d'atteindre une productivité et une compétitivité efficace. La plupart des pays africains sont de petites économies vulnérables qui ne disposent pas de grands marchés intérieurs pour accroître leurs exportations ; il n'est pas surprenant que les entreprises de ces pays restent au bas de la chaîne de valeur mondiale et que les efforts visant à les intégrer connaissent un succès limité.

Les efforts d'industrialisation de l'Afrique sont intervenus en parallèle des engagements pris par les gouvernements africains en faveur d'un processus d'intégration plus avancée et de la levée des barrières tarifaires et non tarifaires. Le Plan d'action de Lagos (1980) et le Traité d'Abuja (1991) ont établi des communautés économiques régionales (CER) en vue d'atteindre une plus grande intégration économique. Ces groupes de pays individuels dans les sous-régions représenteraient un élan pour l'intégration continentale africaine. Une intégration profonde est envisagée en termes de marché commun unique et d'union économique et monétaire.

Le Traité d'Abuja prévoit la stabilisation, avant 2007, des barrières tarifaires et non tarifaires, des droits de douane et des taxes intérieures dans chacune des huit CER reconnues par l'Union africaine (UA) ; il prévoit également la mise en place, avant 2017, d'une zone de libre-échange (ZLE) et d'une union douanière dans chaque CER. À ce jour, de nombreuses CER n'ont pas encore établi de ZLE. Seuls la CAE et la CEDEAO ont mis en place une union douanière en activité. Aussi, seuls la CAE, la CEDEAO, le COMESA et la SADC disposent de ZLE qui fonctionnent sans difficulté. En outre, en vue d'atteindre ces objectifs de nombreux travaux doivent être entrepris.

Au cours des années, ces mesures ont peu progressé dans l'intensification du commerce régional. Elles ont également priorisé l'élimination des barrières commerciales en accordant moins d'intérêt au développement des capacités productives, en particulier dans les industries manufacturières et l'agro-industrie. Or, en l'absence d'un secteur industriel efficace, il est peu probable qu'un pays ou une région puisse atteindre la prospérité et une vie socio-économique décente pour sa population. La création d'une ZLEC découle en partie de la prise de conscience que l'intégration régionale est vaine, qu'elle n'est pas équitablement poursuivie par l'ensemble des communautés économiques régionales africaines (CER) et que le commerce intra-africain reste à un niveau critique par rapport au commerce africain entrepris avec les partenaires extérieurs (Parshotam, 2017).

Le succès de la ZLEC dépendra, entre autres, de l'efficacité à travers laquelle les communautés économiques régionales (CER) pourront rationaliser leurs zones de libre-échange (ZLE) respectives, pour être en harmonie avec une future zone de libre-échange continentale (ZLEC). L'intégration régionale a le potentiel de créer des opportunités pour le commerce intra-africain, néanmoins, ces opportunités ne peuvent être exploitées sans développer la base industrielle.

## 1 L'état de l'industrie en Afrique

L'Afrique représente encore une part restreinte de la production manufacturière mondiale. La part relativement marginale de l'Afrique dans la VAM totale mondiale (tableau 1) témoigne de la faiblesse générale de l'industrie à travers le continent. Depuis 2005, elle ne représente pas plus de 2,0% de VAM mondiale tandis que des régions comme l'Asie, le Pacifique, l'Europe et l'Amérique du Nord représentent chacune une part importante au cours de la même période. Cela est prévisible étant donné l'industrialisation de ces autres régions. Le tableau 1 montre la part marginale continue de l'Afrique dans la VAM mondiale au fil des années. La part de l'Afrique stagne à environ 2,0% depuis 2005. La part de l'Asie et du Pacifique dans la VAM mondiale est passée d'environ 37% en 2005 à près de 50% en 2016. En termes d'exportations, la part de l'Afrique dans les exportations manufacturières mondiales n'a pas augmenté de plus de 2,0% au fil des ans.

	2005	2010	2014	2015e	2016e
<b>Afrique</b>	1.7	1.8	2.0	2.0	2.0
<b>Asie et Pacifique</b>	36.5	44.1	47.6	48.5	49.5
<b>Europe</b>	31.4	27.4	25.6	25.3	25.1
<b>Amérique latine</b>	8.0	7.5	7.0	6.5	6.2
<b>Amérique du Nord</b>	22.4	19.2	17.8	17.7	17.4

Tableau 1 Part en pourcentage de la VAM totale mondiale aux prix constants de 2010

Source : UNIDO (2017); e/Estimate

La part de la production manufacturière dans la production économique totale constitue un autre indicateur important du statut industriel et de la compétitivité internationale (tableau 2), qui tend à être élevée dans les économies industrialisées. L'Afrique, encore une fois, possède le moins de valeur parmi les autres régions. Le tableau 2 démontre que la production manufacturière représente une part importante de la production économique dans les régions industrielles. La moyenne mondiale pour cet indicateur pour l'année 2013 était de 16,0%. Dans l'ensemble, la part de la production manufacturière dans la production économique totale tend à être élevée dans les économies avancées et constitue par conséquent un bon indicateur de la compétitivité internationale. Pour les années rapportées, les économies africaines présentent des parts de VAM inférieures aux parts des autres régions et aux moyennes mondiales.

	2005	2010	2012	2013	2014a/	2015e/
<b>Afrique</b>	10.6	9.9	10.0	10.3	10.5	10.5
<b>Asie et Pacifique</b>	16.1	16.6	16.6	16.5	16.6	16.9
<b>Europe</b>	13.7	14.4	14.7	14.8	14.9	15
<b>EU</b>	14.4	13.9	14.0	13.9	13.9	13.9
<b>Amérique latine</b>	15.1	13.8	13.5	13.4	13.1	12.8
<b>Amerique du Nord</b>	12.4	12.0	11.7	11.7	11.6	11.6
<b>Monde</b>	15.3	15.8	15.9	16.0	16.0	16.1

Tableau 2 Part de la VAM dans le PIB, certaines années (%) aux prix constants de 2010

Source : UNIDO (2017); e/Estimate

Le tableau 2 montre que le secteur manufacturier joue actuellement un rôle limité dans les économies africaines. La part de la valeur ajoutée manufacturière (VAM) dans le PIB de l'Afrique stagne à environ 10% depuis 2005. La part moyenne des économies africaines était inférieure à celle des économies des autres régions et à la moyenne mondiale au cours de la même période. La faible performance industrielle de l'Afrique s'explique par plusieurs facteurs, notamment : l'implication limitée du secteur privé dans la production industrielle, les échecs des politiques nationales, les contraintes structurelles telles que les mauvaises infrastructures, le faible capital humain et la petite taille des marchés intérieurs.

	2005	2010	2012	2013	2014a/	2015e/
<b>Afrique</b>	10.6	9.9	10.0	10.3	10.5	10.5
<b>Afrique centrale</b>	8.3	7.7	7.5	7.8	8.0	8.2
<b>Afrique de l'Est</b>	9.3	8.2	7.9	7.9	7.7	7.7
<b>Afrique du Nord</b>	11.3	11.3	11.0	11.4	12.0	12.0
<b>Afrique australe</b>	12.7	11.4	11.2	11.1	10.9	10.8
<b>Afrique de l'Ouest</b>	7.3	7.0	8.0	8.9	9.4	9.5
<b>PMA africains</b>	10.4	8.9	8.7	8.7	8.7	8.7

Tableau 3 Part de la VAM dans le PIB, certaines années (en%) à prix constants de 2010 : disparités sous régionale

Source : UNIDO (2017); e/Estimate

Le tableau 3 révèle les disparités sous régionales de la faiblesse industrielle dans le continent. La performance de la production manufacturière varie selon les sous régions. Les économies des pays d'Afrique du Nord et d'Afrique australe sont relativement industrialisées selon les normes africaines, par rapport aux économies des pays des autres sous-régions d'Afrique. Ce faible niveau de performance industrielle est lié au manque d'industrialisation, due elle-même à des contraintes structurelles telles que : les mauvaises infrastructures, le faible capital humain, la technologie limitée et la taille restreinte des marchés intérieurs.

	Total VAM		VAM par habitant		
	2005-2010 (%)	2010-2015 (%)	2005-2010 (%)	2010-2015 (%)	2015e/ (USD)
<b>Afrique</b>	4.3	4.6	1.7	2.0	201
<b>Asie et Pacifique</b>	6.2	5.1	4.7	3.6	414
<b>Europe</b>	3.0	2.6	2.9	2.3	1452
<b>UE</b>	-1.2	0.6	-1.7	0.4	5507
<b>Amérique Latine</b>	1.6	0.4	0.3	-0.7	1176
<b>Amérique du Nord</b>	-0.8	1.3	-1.7	0.5	5947

Tableau 4 Croissance annuelle de la VAM et du VAM par habitant

Source: UNIDO (2017); e/Estimate

Un nouvel indicateur du niveau d'industrialisation d'un pays concerne son degré de production manufacturière, mesuré de manière efficace par la valeur ajoutée manufacturière (VAM) par habitant (tableau 4). Le tableau 4 démontre qu'il existe un écart important entre les sous-régions tant au niveau absolu de la VAM par habitant que dans la croissance de la VAM par habitant. Tandis que le travailleur manufacturier moyen en Afrique représente USD 201 de valeur ajoutée, ses homologues de l'UE et de l'Amérique du Nord représentent respectivement, USD 5507 et USD 5947. En d'autres termes, la valeur ajoutée par le travailleur manufacturier africain est d'environ 3,4% de la valeur ajoutée par son homologue nord-américain et environ 3,6 % de la valeur ajoutée par son homologue de l'UE. L'existence d'une importante divergence de productivité est incontestable ; il est également question du niveau technologique disponible pour les travailleurs dans les régions. Avec si peu de valeur ajoutée, le contenu technologique des produits du travailleur africain reste minime. En revanche, le contenu technologique des produits du travailleur nord-américain ou européen est important. L'UE et l'Amérique du Nord ont chacune connu une croissance négative du total de la VAM et de la VAM par habitant au cours de la période 2005-2010, qui reflète probablement certaines des conséquences de la crise financière de 2008-2009.

## 2 Exportations intra-africaines

Depuis leur indépendance politique à la fin des années 1950 et au début des années 1960, les gouvernements africains ont pris plusieurs mesures pour exploiter le considérable potentiel du commerce intra-africain en vue de créer des emplois, catalyser les investissements, stimuler la croissance économique et le développement. La mesure la plus récente concerne, l'adoption d'une décision en janvier 2012 par les dirigeants africains lors du sommet de l'Union africaine (Assemblée / AU / Dec.394 (XVIII)) sur l'établissement d'une zone de libre-échange continentale (ZLEC) à la date indicative de 2017. La même réunion a également approuvé le Plan d'action pour intensifier le commerce intra-africain (BIAT), qui identifie sept domaines de coopération : la politique commerciale, la facilitation des échanges, la capacité de production, l'infrastructure commerciale, le financement du commerce, l'information commerciale et les facteurs de l'intégration des marchés. Toutefois, Au fil des ans, ces mesures n'ont que sensiblement stimulé les progrès du commerce régional et le commerce intra-africain reste à un niveau particulièrement bas par rapport au commerce africain avec les partenaires extérieurs.

CER	Parts d'importations :					
	Pays membres CER		Pays Africains non membres de la CER		Pays non Africains	
	2012	2015	2012	2015	2012	2015
<b>SADC</b>	17.3	19.5	2.3	2.7	80.4	77.8
<b>CEA</b>	19.7	18.1	13.9	15.2	66.4	66.6
<b>CEDEAO</b>	7.6	12.1	5.0	6.3	87.4	81.6
<b>IGAD</b>	14.4	12.0	12.8	14.2	72.8	73.8
<b>COMESA</b>	7.6	11.7	3.4	5.6	89.0	82.7
<b>CEN-SAD</b>	6.8	10.4	3.1	4.7	90.1	84.9
<b>UMA</b>	2.1	3.4	1.3	2.7	96.6	93.9
<b>CEEAC</b>	0.8	1.5	4.1	4.9	95.1	93.6

Tableau 5 Part des exportations des communautés économiques régionales d'Afrique vers les régions partenaires, 2012 et 2015 (% du total des exportations)

Source : Adapted from IMF data, <http://data.imf.org/>.

Le tableau 5 montre que pour les années considérées, les exportations intra-africaines, en pourcentage des exportations africaines totales, sont nettement inférieures aux exportations africaines vers le reste du monde. Les exportations des CER africaines en pourcentage des exportations africaines totales sont beaucoup plus faibles que les exportations vers les pays non africains. Ce fut le cas à la fois en 2012 et en 2015. L'UMA et la CEEAC comptent parmi les communautés africaines les moins intégrées. En 2012 et 2015, plus de 90% des exportations de ces deux CER étaient destinés à des pays non africains ; en 2015, seulement 3,4% des exportations de l'UMA étaient consacrés aux membres de l'UMA, tandis qu'environ 94% ont été exportés vers le reste du monde. Le niveau des exportations intra-africaines a progressé de 2012 à 2015 dans six CER africaines reconnues par l'Union africaine (UA) : SADC, COMESA, CEDEAO, CEN-SAD, UMA et CEEAC.

Les économies industrialisées ont été les principaux partenaires commerciaux de l'Afrique jusqu'en 2013 et elles ont dominé le commerce de divers produits de base. À partir de 2014, plus de la moitié des échanges commerciaux entre l'Afrique avec le reste du monde concernaient les économies émergentes et en développement. En 2015, la Chine et l'Inde étaient respectivement les premier et deuxième partenaires commerciaux de l'Afrique. Ce déplacement révolutionnaire et le remaniement général des alliés commerciaux n'ont cependant pas été accompagnés de changements dans la variété des produits vendus par l'Afrique. Les nouveaux partenaires commerciaux de l'Afrique n'ont été en mesure de déclencher une diversification des exportations. Contrairement au commerce avec le reste du monde, les produits de base ne dominent pas les échanges entre les pays africain. Les produits manufacturés, moins sensibles à la hausse des prix, représentent plus de 50% du commerce régional (BAD / OCDE / PNUD, 2016).

Les arguments en faveur de la diversification économique sont en outre formulés par la composition du commerce régional de l'Afrique, qui tend à s'orienter en faveur des produits manufacturés, soulignant ainsi le potentiel du commerce régional pour promouvoir la diversification. Les échanges intra-africains de biens intermédiaires qui peuvent avoir une valeur ajoutée supplémentaire dans le pays importateur, suggèrent que le pays importateur fasse partie de la chaîne de valeur régionale<sup>1</sup>. En 2013, les plus grands exportateurs intra-africains de biens intermédiaires en termes de valeur absolue étaient : l'Afrique du Sud, le Nigéria et la Côte d'Ivoire. Le tableau 6 caractérise les principaux commerçants intra-africains en matière de biens intermédiaires. Le commerce entre les pays africains est la clé du développement économique durable.

Type de produit	Exportateurs	Importateurs
Biens intermédiaires	Swaziland, Côte d'Ivoire, Zambie, Namibie, le Niger, Zimbabwe et Togo	Lesotho, Swaziland, Botswana, Namibie, Zimbabwe, Zambie et Côte d'Ivoire

**Tableau 6 Importateur / exportateur intra-africain de biens intermédiaires en proportion du PIB,201** Source: UNCTADStat.

<sup>1</sup> Supposer que les biens intermédiaires ont effectivement été produits dans le pays exportateur plutôt que simplement réexportés

Ce que l'Afrique produit et exporte est important pour le commerce intra-africain. L'exiguïté des structures africaines de production et d'exportation ainsi que la dépendance relative vis-à-vis des produits de base sont des facteurs qui inhibent l'intensification du commerce intra régional en Afrique. Parmi les exportateurs de produits non pétroliers en Afrique, la part la plus importante des échanges intracommunautaires, soutient l'argument selon lequel une base de production plus diversifiée des combustibles vers une production non-combustible, telle que la production manufacturière, pourrait donner une impulsion à un approfondissement du commerce régional en Afrique (CNUCED). 2009, 2012a, CNUCED et ONUDI, 2011).

### 3 Investissements intra-africain

Le commerce intra-africain présente des opportunités de croissance et de développement durable en Afrique. Saisir ces occasions nécessite toutefois un dynamisme du secteur privé, qui peut être atteint dès lors que la question pérenne de l'accès limité au crédit est traitée. L'investissement interafricain devient important dans plusieurs pays africains. Entre 2003 et 2011, l'investissement étranger direct (IED) intra-africain dans les nouveaux projets a progressé à un taux annuel composé de 23% (CNUCED, 2013) et l'Afrique a continué de figurer parmi les régions les plus performantes dans le continent. En 2015, elle était la troisième région d'investissement (après l'Europe occidentale et le Moyen-Orient) en Afrique avec une part de marché de 16% et des dépenses en capital de USD 10,7 milliards (Financial Times, 2016). En 2016, la position de l'Afrique est tombée à la 4<sup>e</sup> place et sa part de marché à 9%, néanmoins, le continent a été la 3<sup>e</sup> région d'investissement en Afrique par nombre de projets (93) ; en 2015, elle était placée en deuxième position (avec 129 projets) après l'Europe de l'Ouest (282 projets).

Une tendance générale à la hausse des entrées d'IED dans le secteur des services est notoire, ce qui est prometteur. En 2015, les investissements dans *l'électricité* et les *services aux entreprises* ont augmenté respectivement de 91 et 5 points de pourcentage par rapport à l'année précédente ; et en 2016, les investissements dans la *logistique, la distribution et le transport* ont augmenté de 24 points de pourcentage par rapport à 2015 (Financial Times, 2016 et 2017). La croissance du secteur des services a tendance à avoir un impact positif sur le développement de la capacité de production, ce qui à son tour, améliore la performance des entreprises manufacturières et le commerce intra-africain. Dans la mesure où l'intégration régionale soutient les investissements intra-africains, elle a le potentiel non seulement de stimuler le commerce intra-africain, mais aussi de catalyser les investissements interafricains, qui deviennent importants dans plusieurs pays africains.

## 4 Le développement industriel fondement d'une ZLEC efficace

L'Afrique évolue rapidement. Elle construit de façon graduelle mais constante des éléments d'infrastructure cruciaux qui la positionnent pour devenir la prochaine économie émergente du monde. Le seul chemin qui mène à cette voie reste l'industrialisation. Bien que les exportations intra-africaines soient inférieures aux exportations de l'Afrique vers le reste du monde, elles concernent essentiellement des produits transformés ou intermédiaires tandis que les exportations africaines vers le reste du monde sont principalement des produits non transformés et des produits **extractifs**. Cela signifie que pour exploiter pleinement les opportunités créées par l'intégration régionale, il est nécessaire et indispensable d'élargir la base industrielle.

Une zone de libre échange est susceptible d'être efficace pour offrir les avantages de l'intégration régionale (libéralisation du commerce) si la base industrielle est portée à des niveaux significatifs ; elle est également à même d'être durable si les avantages du commerce et de l'industrialisation sont tangibles. Le développement industriel devient alors une base, une condition préalable à une zone de libre-échange continentale efficace et durable (ZLEC). Le défi est de savoir comment « élever » la base industrielle aux niveaux « significatifs » souhaités

Le commerce intra-africain détient un potentiel considérable pour créer des emplois, catalyser les investissements, favoriser la croissance et le développement durable en Afrique. Jusqu'à présent, ce potentiel a été faiblement exploité et il est peu probable qu'il soit mis en œuvre avec une approche d'intégration basée sur la libéralisation du commerce. La zone de libre-échange continentale (ZLEC), dès lors qu'elle entrera en vigueur, améliorera dans un intérêt commun les relations commerciales entre les pays du continent ; Cependant, il n'est pas assuré que la ZLEC, comme l'ont prouvé les ALE dans les CER, soit en mesure de stimuler le développement crucial des *capacités de production* qui est un point essentiel pour l'assimilation industrielle, le commerce intra-africain et l'investissement.

Compte tenu des difficultés liées à l'harmonisation des politiques commerciales et économiques des pays africains et des CER existantes, il est peu envisageable que la ZLEC assure un fonctionnement sans difficultés, même si elle est établie à la date indicative de 2017. Cela nécessite une approche d'intégration axée sur l'industrie comme condition préalable et complémentaire d'une zone de libre-échange continentale (ZLEC) efficace et durable. La transformation structurelle, suivie d'une promotion du développement manufacturier et d'une plus grande diversification économique, peut renforcer les gains en matière de développement pour l'Afrique, y compris les gains en ce qui concerne la stimulation du commerce intra-africain (CNUCED 2009, 2012 et 2012).

## 5 Cruciales capacités de production

En tant que stratégie de transformation économique, l'intégration régionale dispose de la capacité de créer des opportunités pour le commerce et l'investissement intra-africains mais ces opportunités ne peuvent être pleinement exploitées sans développer la base industrielle. Le développement des *installations de production* est crucial pour l'expansion de la base industrielle. Cette section décrit les *capacités de production* cruciales nécessaires pour orienter l'intégration régionale sur la voie de l'efficacité. Ces capacités apparaissent dans deux grandes catégories : les ressources financières et non financières.

### 5.1 Ressources financières

L'Afrique détient de considérables ressources avec une base importante d'éventuelles ressources financières. Les besoins accrus de développement de l'Afrique ne peuvent être accomplis de façon durable que de l'intérieur. Bien que l'aide publique au développement (APD) ait eu un impact bénéfique au fil des années, elle ne représente qu'une fraction du volume de financement du développement que l'Afrique reçoit et dont elle nécessite en priorité. En 2013, l'APD représentait seulement 7,3% des flux entrants combinés provenant des recettes intérieures, des flux privés, de l'APD et des envois de fonds (voir Hamdok, 2015). Si l'IED est ajouté à ce volume pour cette année, la part de l'APD tombe à 6,8%. En outre, l'APD n'est pas en mesure d'assurer la transformation de l'Afrique.

Le continent doit regarder vers l'intérieur, apprendre à se développer et à compter sur ses propres ressources financières nationales. À cet égard, la croissance économique est cruciale, car elle crée de la richesse à partir de laquelle les revenus sont mobilisés. La capacité de générer des ressources financières nationales importantes à partir des performances de croissance économique encourageantes existe. Un obstacle majeur au développement du secteur privé en Afrique est caractérisé par l'accès au crédit, resté très limité pendant longtemps. La mobilisation de ressources financières provenant de nombreuses sources potentielles peut être très utile pour remédier à la situation (voir ONUDI, 2016).

#### 5.1.1 Recettes fiscales et administration fiscale

Par des systèmes efficaces d'administration fiscale, l'Afrique peut générer davantage de recettes intérieures qu'elle ne le fait actuellement, à travers élargissement de l'assiette fiscale, l'amélioration de l'administration fiscale et l'exploitation des sources d'imposition relativement sous-utilisées ; Elle ne devrait pas chercher à générer des recettes en augmentant le taux d'imposition.

#### 5.1.2 Mobiliser des ressources non bancaires

Les fonds de pension, les bourses nationales et régionales, font partie des ressources intérieures peu exploitées en Afrique. Sur le continent, il existe actuellement environ 20 bourses nationales et au moins une bourse régionale en activité.

#### 5.1.3 Marché des capitaux

Bien que la capitalisation boursière augmente (entre 1996 et 2007, elle est passée de USD 300 milliards à USD 1,2 billion), le marché boursier est encore à un stade précoce de développement en Afrique. La Bourse de Johannesburg, le marché boursier le plus avancé d'Afrique, figure parmi les 20 premières au monde. L'Afrique

doit promouvoir le développement du marché des capitaux, y compris le développement des bourses régionales. La promotion du développement des marchés de capitaux aux niveaux national et régional devrait être soutenue par des institutions et des politiques de réglementation fortes et efficaces pour écarter les pratiques néfastes et les tendances spéculatives.

## **5.2 Ressources non financières**

Grandes catégories de ressources non financières pour le développement industriel

- Compétences entrepreneuriales industrielles
  - Compétences pour la gestion des entreprises industrielles
  - Diverses compétences industrielles (main-d'œuvre)
  - Formations professionnelles industrielle / capacités de recherche et d'enseignement
  - Compétences pour la gestion du système de gouvernance industrielle
  - Soutien au développement industriel / institutions de services
- 
- Renforcement des capacités de la R & D de l'industrie
  - Technologie avancée / institutions de coopération industrielle
  - Amélioration des liens avec les marchés technologiques
  - Intermédiation technologique améliorée
  - Génération de technologie spécialisée et institutions de diffusion
  - Service de développement de l'innovation et de la technologie / institutions de soutien

### **5.2.1 Développement du secteur privé**

La nécessité de libérer le dynamisme du secteur privé ne peut être sous-estimé. Le secteur privé est un moteur naturel de croissance, essentiel au développement industriel. Les principaux motifs de l'économie, tels que la compétitivité, dépendent du secteur privé. Bien que qu'il soit considéré qu'un pays est compétitif, ce sont en réalité les entreprises qui sont en concurrence. Attendu que le secteur privé constitue un moteur naturel de croissance, les conditions nécessaires à sa participation effective ne sont pas réellement mises en œuvre. Libérer le potentiel du secteur privé nécessitera l'élaboration de meilleures infrastructures, le déploiement d'efforts pour combler les marchés fragmentés et permettre aux personnes et aux biens de passer les frontières. Le secteur privé est important pour l'intégration régionale et le développement industriel de l'Afrique.

### **5.2.2 Partenariat Public privé**

Bien que le secteur privé soit un moteur de croissance, le secteur public reste plus performant. Un partenariat est souvent nécessaire pour que les secteurs privé et public opèrent ensemble. Cela vaut aussi pour le secteur public. Certains investissements publics catalysent les investissements privés. Cela se produit dans les cas où, les investissements publics stimulent des réponses d'investissement complémentaires du secteur privé, qui autrement seraient indisponibles. Il existe différentes formes de partenariats public-privé. Pour chaque situation, le type le partenariat approprié peut être élaboré entre les partenaires.

### **5.2.3 Déficits d'infrastructure**

En Afrique, le déficit en infrastructure réduit la productivité des entreprises de 40% (CNUCED, 2017). Cela entraîne une augmentation des coûts de production et de distribution, réduit la compétitivité et entrave l'adoption de nouvelles technologies d'innovation. La plupart des entreprises en Afrique sont relativement petites et souvent faiblement connectées à d'autres entreprises du même secteur.

### **5.2.4 Manque de compétitivité**

La compétitivité dépend d'une combinaison de facteurs à la fois tangibles et souples, y compris le savoir-faire, les machines, le capital humain, les compétences, la technologie, l'équipement, etc. Tous ces facteurs doivent être maintenus au niveau souhaité en tout temps.

### **5.2.5 Faibles systèmes logistiques et de facilitation des échanges**

La faiblesse des systèmes logistiques et de facilitation des échanges constituent un sérieux obstacle. Ils affectent la production manufacturière, le commerce, les activités commerciales et ne devraient pas être autorisé à constituer une entrave.

### **5.2.6 Lente intégration régionale en Afrique**

Il reste encore beaucoup à faire pour atteindre les objectifs d'intégration de la communauté économique intra régionale. De nombreuses CER n'ont pas encore établi de zones de libre-échange (ZLE). Selon les dernières données disponibles, seuls 24 pays ont ratifié tous les protocoles au niveau des communautés économiques régionales sur la libre circulation des personnes des CER dont ils sont membres.

## **Conclusion**

Les mesures d'intégration régionale ont peu progressé dans la l'intensification du commerce intra régional, les mesures étant portées sur l'élimination des barrières commerciales et moins sur le développement des capacités productives, en particulier dans les industries manufacturières et l'agro-industrie. Or, en l'absence d'un secteur industriel efficace, il est peu probable qu'un pays ou une région puisse atteindre la prospérité et une vie socio-économique décente pour sa population. La création d'une ZLEC découle, en partie, de la prise de conscience que l'intégration régionale stagne et n'est pas poursuivie équitablement par l'ensemble des CER ; aussi, le commerce intra-africain reste à un niveau critique par rapport au commerce africain entrepris avec le reste du monde. Le succès de la ZLEC dépendra, entre autres, de l'efficacité avec laquelle les CER pourront rationaliser leurs zones de libre-échange (ZLE) respectives en vue de s'aligner sur une future ZLEC.

Le commerce intra-africain détient un potentiel considérable pour créer des emplois, catalyser les investissements et favoriser la croissance et le développement durable en Afrique. Jusqu'à présent, ce potentiel a été faiblement exploité et il n'est pas assuré qu'il soit mis en œuvre avec une approche d'intégration basée sur la libéralisation du commerce. La zone de libre-échange continentale (ZLEC), dès lors qu'elle entrera en vigueur, améliorera dans un intérêt commun les relations commerciales entre les pays

du continent ; Cependant, il n'est pas certain que la ZLEC, comme l'ont prouvé les ALE dans les CER, soit en mesure de stimuler le développement crucial des *capacités de production* qui est un point essentiel pour l'assimilation industrielle, le commerce intra-africain et l'investissement. Compte tenu des difficultés liées à l'harmonisation des politiques commerciales et économiques des pays africains et des CER existantes, il est peu envisageable que les CER rationalisent effectivement leurs ALE respectifs pour les aligner sur une future ZLEC. En outre, même si la ZLEC est établie à la date proposée de 2017, des dysfonctionnements peuvent exister dès le départ. Cela nécessite par conséquent, une approche d'intégration axée sur l'industrie comme condition préalable et complémentaire d'une zone de libre-échange continentale efficace et durable.

## ACRONYMES

AIDA	Développement industriel accéléré de l'Afrique
AU	Union africaine
BIAT	Intensification du Commerce intra-africain
CAE	Communauté d'Afrique de l'Est
CAMI	Conférence des ministres africains de l'industrie
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEDAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEEAC	Communauté économique des États de l'Afrique centrale
CEN-SAD	Communauté des États sahélo-sahariens
CER	Communautés économiques régionales
COMESA	Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique
IDDA	Décennie du développement industriel de l'Afrique
IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement
ISID	Développement industriel inclusif et durable
PIB	Produit intérieur brut
ODA	Aide publique au développement
ODD	Objectif de développement durable
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
UMA	Union du Maghreb arabe
VAM	Valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière
ZLE	Zone de libre échange
ZLEC	Zone de libre-échange continental

## RÉFÉRENCES

AfDB/OECD/UNDP. 2017. African Economic Outlook 2017: Entrepreneurship and Industrialization.

Chang, Ha-Joon. 2009. Rethinking public policy in agriculture: lessons from history, distant and recent. *The Journal of Peasant Studies*, Vol. 36, pp. 477-515.

ECA. 2016. Transformative Industrial Policy for Africa. United Nations Economic Commission for Africa.

The Financial Times. 2017. The Africa Investment Report 2016.

The Financial Times. 2017. The Africa Investment Report 2017.

Hamdok, Abdalla (ed). 2015. Innovative financing for Economic Transformation of Africa. United Nations Economic Commission for Africa.

Hruby, Aubrey. 2015. Diversifying African Trade: the Road to Progress. *Mimeo*.

Lall, Sanjaya. 1992. Technological Capabilities and Industrialization. *World Development*, vol. 20, no. 2, pp. 165-186.

Lall, Sanjaya and Maurice Teubal. 1998. "Market-Stimulating" Technology Policies in Developing Countries: A Framework with Examples from East Asia. *World Development*, vol. 26, no. 8; pp. 1369-1385.

Parshotam, Asmita. 2017. A Brief Guide to the Continental Free Trade Agreement. <https://www.afdb.org/en/knowledge/publications/tracking-africa%E2%80%99s-progress-in-figures/regional-integration-trade-and-investment/> Accessed 26 October 2017.

UNCTAD. 2013. Economic Development in Africa Report 2013, Intra-African Trade: Unlocking Private Sector Dynamism. United Nations Conference on Trade and Development. New York and Geneva.

UNCTAD. 2017. Economic Development in Africa Report: Tourism for Transformative and Inclusive Growth. United Nations Conference on Trade and Development. New York and Geneva.

UNIDO. 2016. Industrialization in Africa and Least Developed Countries: Boosting Growth, Creating Jobs, promoting Inclusiveness and Sustainability. A report to the G20 Development Working Group by UNIDO.

UNIDO. 2017. International Yearbook of Industrial Statistics. United Nations Development Organization, Vienna.

UNECA/OECD. 2015. The Mutual Review of Development Effectiveness in Africa: Promise & Performance.

